

Questions
internationales

L'Écosse après le Brexit

La Thaïlande à l'épreuve de la Covid-19

La figure du réfugié apatride dans le film
Welcome in Vienna

À quoi sert l'OTAN ?

N° 111 Janvier-février 2022



La
documentation
Française

Conseil scientifique

Patrick Allard
Christian de Boissieu
Yves Boyer
Frédéric Bozo
Pierre Buhler
Frédéric Charillon
Jean-Claude Chouraqui
Alain Dieckhoff
Isabelle Facon
Julian Fernandez
Robert Frank
Christine de Gemeaux
Stella Gervas
Nicole Gnesotto
Pierre Grosser
Pierre Jacquet
Sabine Jansen
Christian Lequesne
Laurence Nardon
Françoise Nicolas
Marc-Antoine Pérouse de Montclos
Fabrice Picod
Jean-Luc Racine
Frédéric Ramel
Philippe Ryfman
Ezra Suleiman
Serge Sur

Rédaction

Rédacteurs en chef
Serge Sur, Sabine Jansen

Équipe éditoriale

Anne-Marie Barbey-Beresi
Ninon Bruguière
Jérôme Gallois

Cartographe

Cyrille Suss

Traductrice

Jane Roffe
www.oxford-comma.co.uk

Conception graphique

Nicolas Bessemoulin

Mise en page

Myriam Boutleux

Impression

DILA

Contacter la rédaction :

QI@dila.gouv.fr

Questions internationales assume la responsabilité du choix des illustrations et de leurs légendes, de même que celle des intitulés, chapreaux et intertitres des articles, ainsi que des cartes et graphiques publiés.

Les encadrés figurant dans les articles sont rédigés par les auteurs de ceux-ci, sauf indication contraire.

A

quoi sert l'OTAN ? La question mérite d'être soulevée, même si l'Organisation elle-même ne se la pose guère, pratiquant la persévérance de l'être dans l'être, une sorte d'existentialisme institutionnel qui élude les débats ou les rend insignifiants.

En plus de sept décennies depuis sa création, l'OTAN a considérablement évolué et ses raisons de perdurer se sont transformées. Elle a d'abord été instrument de défense collective liant les États-Unis à l'Europe occidentale, destinée à faire face à ce que ses fondateurs percevaient comme une redoutable menace militaire soviétique. On voulait aussi y voir une instance qui permettait de réintroduire l'Allemagne dans la défense européenne tout en la maintenant sous contrôle.

Après la chute du mur de Berlin en 1989 puis du pacte de Varsovie, des démocraties populaires et de l'URSS elle-même, l'Organisation a touché les dividendes de ces effondrements successifs. Là où l'on aurait pu voir une raison de la faire disparaître au profit d'un ordre de sécurité paneuropéen fondé sur de nouvelles bases consensuelles, l'OTAN s'est, à l'inverse, dilatée en incorporant la plupart des anciennes républiques socialistes d'Europe centrale, orientale, baltique et en reconstituant des lignes de clivage Est-Ouest, signes d'une confrontation persistante avec la Russie.

En dépit – ou à cause – de ces élargissements qui ont marqué le début du XXI^e siècle, l'OTAN n'a pas réussi depuis lors à maintenir la sécurité en Europe. Les crises, géorgienne en 2008, ukrainienne à partir de 2014 ont, à l'inverse, montré les limites de son utilité, cependant qu'elle a dû recourir à la force armée, pour la première fois au Kosovo en 1999, puis en Libye en 2011, sans parler de l'Afghanistan après 2001. Or, le recours à la force armée est un signe d'efficacité très inférieur à la dissuasion, dont on peut créditer l'Organisation dans le contexte de la guerre froide. Peut-on alors dire que l'OTAN s'est métamorphosée en instrument de sécurité collective universelle, outil du Conseil de sécurité voire s'y substituant s'il est paralysé ? Certains ont pu le souhaiter, mais l'Organisation semble peu en mesure de répondre aux nouvelles formes de conflictualité, terrorisme international, cyberattaques, conflits sociétaux, confrontations intestines qui divisent les peuples plus qu'ils n'opposent les États... Faut-il alors l'orienter vers une éventuelle confrontation avec la Chine ? Peu d'Européens y semblent disposés. Quoi qu'il en soit, les jours s'en vont, l'OTAN demeure.

Les autres thèmes dont traite la présente livraison de *Questions internationales* s'intéressent quant à eux à des sujets d'une actualité brûlante sur des registres divers : pour l'Europe, l'Écosse après le Brexit et, pour le monde, la Thaïlande à l'épreuve de la Covid-19. C'est enfin à un autre thème d'actualité qu'est consacrée la rubrique cinématographique, celui des migrations, à partir de la trilogie *Welcome in Vienna*, qui illustre la situation des migrants et des apatrides au XX^e siècle.



À quoi sert l'OTAN?

4 Ouverture – OTAN :
bonnes références,
Organisation
cherche emploi

Serge Sur

11 Une brève histoire
de l'OTAN jusqu'à
la fin du xx^e siècle

Charles Zorgbibe

18 L'élargissement de l'OTAN :
ni développement naturel
ni erreur historique

Bruno Tertrais

30 L'Alliance atlantique
en rangs dispersés

Jean-Yves Haine

44 Une alliance militaire
intégrée : l'intégration
et ses limites

Guillaume Lasconjarias

54 Les opérations militaires de l'OTAN : de l'aiguillon du changement à la fatigue expéditionnaire

Olivier Kempf

68 Définir les objectifs de l'OTAN : les *Concepts stratégiques*

Amélie Zima

77 Union européenne ou OTAN? Le dilemme sans fin des Européens

Frédéric Charillon

86 L'avenir de l'OTAN : scénarios d'évolution

Thierry Tardy

Et les contributions de

Abdelwahab Biad (p. 65),
Isabelle Facon (p. 51),
Jacques Fontanel (p. 74),
Jean-Yves Haine (p. 40),
Nicolas Haupais (p. 27 et 92)
et *Marianne Péron-Doise* (p. 84)

Questions EUROPÉENNES

96 L'Écosse après le Brexit : les nouveaux termes du débat sur l'indépendance

Gilles Leydier

Regards sur le MONDE

102 La Thaïlande à l'épreuve de la Covid-19 : le roi, l'armée et la Chine contre la jeunesse

Eugénie Mérieau

Les questions internationales à L'ÉCRAN

109 La figure du réfugié apatride au cinéma : *Welcome in Vienna*

Anna Cherner-Drieux

Liste des CARTES et ENCADRÉS

ABSTRACTS

117 et 118

Union européenne ou OTAN? Le dilemme sans fin des Européens

* Frédéric Charillon

est professeur des Universités en science politique à l'université de Clermont Auvergne, et *senior adviser* à l'ESSEC Business School. Il enseigne également à Sciences Po, à l'ENA et à l'université euro-méditerranéenne de Fès.

Frédéric Charillon *

Quelle défense pour l'Europe, et avec quels objectifs? La question semble lancinante depuis des décennies. Elle a traversé sans réponse aussi bien les années de guerre froide que les années de post-bipolarité, pour persister de nos jours, à l'heure où les tensions

internationales s'exacerbent à nouveau. Cette question tourne autour d'une alternative : l'Europe doit-elle bâtir ses propres capacités de défense, ou compter d'abord sur la protection de son grand allié américain? Doit-elle choisir entre bâtir une « Europe puissance » autonome, ou être un pilier de l'Alliance atlantique? À moins qu'elle ne puisse faire les deux à la fois?

Depuis le traité de Maastricht (1992), qui ressuscitait l'idée d'une politique étrangère et de sécurité commune¹, se sont succédé le drame yougoslave, l'hyperterrorisme, les soulèvements arabes et plusieurs guerres en Méditerranée, le retour de l'affirmation russe – Géorgie en 2008, Ukraine et annexion de la Crimée en 2014, intervention de Moscou en Syrie... –, l'éloignement de la Turquie, plus loin le défi de la montée en

puissance chinoise, et un président américain (Donald Trump) qui traitait l'Union européenne d'« ennemie »².

Disparition d'une illusion qui voulait croire aux « dividendes de la paix » dans un monde « post-tragique ». Rien n'y a fait : la combinaison « OTAN-Union européenne » ne s'est nullement clarifiée. L'Europe reste une cohabitation complexe entre atlantistes, européanistes et neutres, avec également une spectaculaire progression du discours populiste, à la

¹ « La politique étrangère et de sécurité commune inclut l'ensemble des questions relatives à la sécurité de l'Union européenne, y compris la définition à terme d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune. » (Titre 5, article J.4-1, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:C:1992:191:FULL&from=FR>).

² « Je pense que nous avons beaucoup d'ennemis. Je pense que l'Union européenne est un ennemi, avec ce qu'ils nous font sur le commerce. Bien sûr, on ne penserait pas à l'Union européenne, mais c'est un ennemi. » (Interview télévisée, 16 juillet 2018).

fois eurosceptique et antiaméricain, et quelques États membres très perméables aux influences chinoises ou russes.

Chacun, dans les principaux partis de gouvernement européens, comprend qu'il y a une complémentarité à trouver entre le développement d'une capacité européenne de défense et une communauté de valeurs transatlantique. Cette complémentarité a toutefois connu des bonheurs fort inégaux dans les dernières années. Chacun sait également que l'idée d'une Europe puissance a ses limites, tout comme l'Alliance atlantique a les siennes. Comment sortir de cette quadrature du cercle ? Faut-il tourner des pages, lesquelles, et pour écrire quel nouveau chapitre ?

Une complémentarité euro-atlantique fluctuante

C'est l'Amérique la première, ne l'oublions pas, qui a poussé à une Europe de la défense, pour constituer un pilier ouest-européen de l'OTAN au début de la guerre froide. Le rejet par l'Assemblée nationale française du projet de Communauté européenne de défense (CED), en 1954, avait déçu Washington, pour dire le moins.

On peut estimer que l'histoire s'est inversée par la suite, avec une Europe désireuse de s'émanciper stratégiquement, contre une Amérique qui voulut garder les rênes de l'Alliance atlantique. Mais on peut aussi considérer qu'en réalité l'histoire est la même : les États-Unis exigent en vain des Européens un plus grand effort de défense.

Président après président, les injonctions américaines à augmenter les budgets de défense en Europe se sont répétées. Si Donald Trump l'a exprimé avec plus de brutalité que d'autres, le message reste le même sur le fond : les États-Unis considèrent qu'il est largement temps pour leurs alliés de devenir des producteurs de sécurité dans le monde, plutôt que de rester des consommateurs de protection américaine à moindres frais.

La France a souvent représenté l'aiguillon d'une Europe puissance, ce que l'Amérique a mal vécu. Un débat s'est instauré entre ceux qui estimaient qu'une défense européenne était dangereuse pour la cohésion et l'efficacité de

l'OTAN – comme le Royaume-Uni –, ceux qui trouvaient indispensable de pouvoir défendre l'Europe sans les États-Unis si besoin – comme la France – et ceux qui plaidaient inlassablement pour ménager une complémentarité entre le lien transatlantique et une Europe plus forte – comme l'Allemagne. Les événements internationaux ont fait plusieurs fois bouger les lignes.

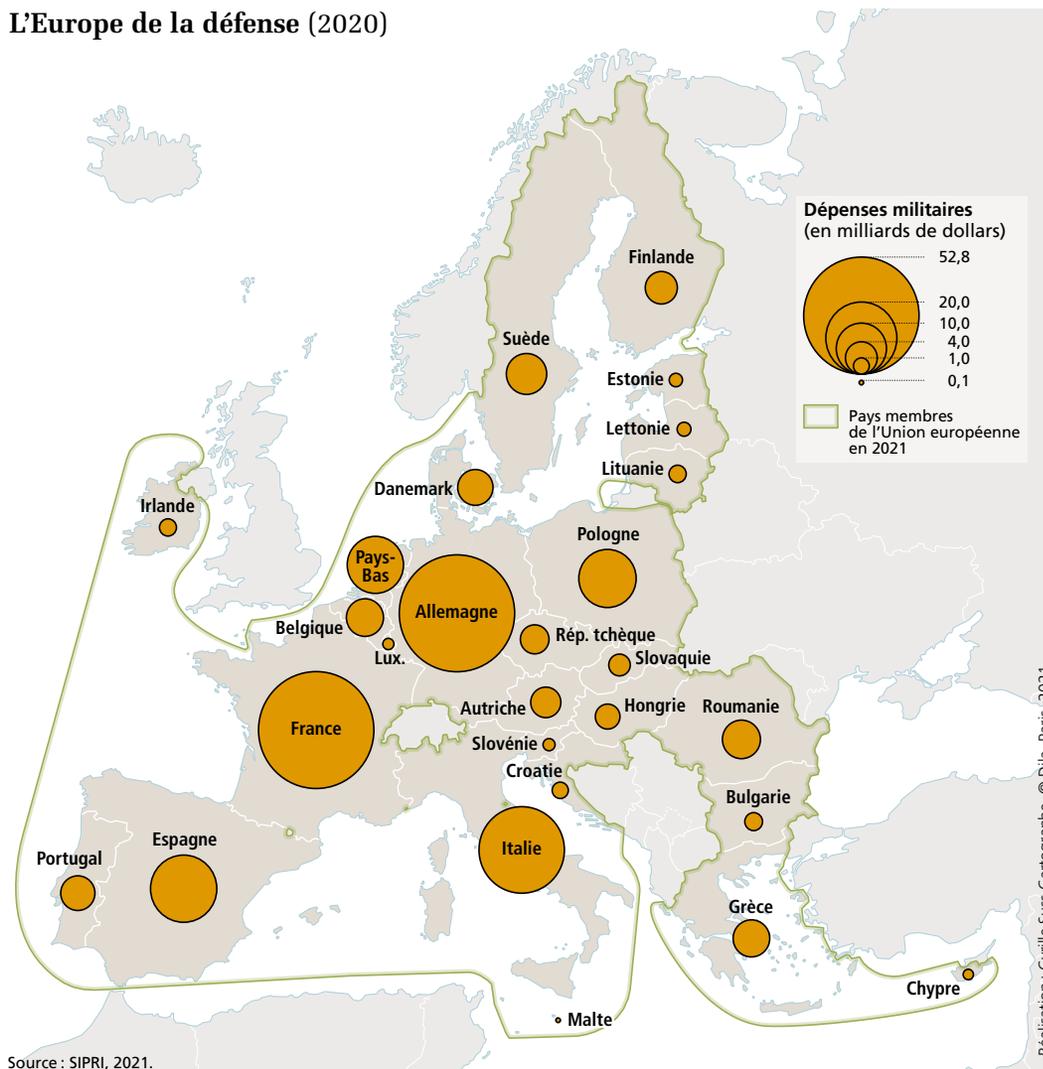
Tant que la menace soviétique plaçait aux portes de l'Europe occidentale des centaines de milliers de soldats du bloc de l'Est, avec leur matériel conventionnel aussi bien que des missiles nucléaires, le débat entre défense européenne ou défense transatlantique ne faisait pas grand sens, sinon pour s'interroger – comme le faisait le général de Gaulle – sur la crédibilité de la protection américaine en cas d'attaque soviétique. Car seule l'Amérique était de taille à s'opposer à ce danger.

Mais sitôt l'URSS disparue, des divergences plus fortes apparurent. Lorsque l'ex-Yougoslavie s'enflamma au début des années 1990, il fallut du temps à l'administration Clinton (1992-2000) pour accepter de s'investir dans ce dossier. Ce temps de latence fut vécu comme un choc, même à Londres. Le Premier ministre britannique Tony Blair (1997-2007), lors du sommet franco-britannique de Saint-Malo en 1998 avec Jacques Chirac (1995-2007), fit alors un pas important vers l'acceptation du caractère nécessaire d'une force européenne distincte de l'OTAN. Dans les Balkans, en effet, les alliés français et britanniques s'étaient trouvés bien seuls.

Quelques années plus tard pourtant, en 2003, le même Tony Blair emboîtera le pas à l'Amérique néoconservatrice dans la guerre en Irak, entraînant avec lui les futurs États membres orientaux de l'Union, contre ses membres historiques – France, Allemagne, Belgique...

L'Europe se trouvait gravement divisée, et ses ambitions de puissance stratégique autonome s'éloignaient d'autant. Ce qui allait encore agacer Washington, qui considérait les Européens à la fois comme des concurrents sur le plan industriel ou commercial, et comme des opportunistes sur le plan de la détermination stratégique. L'auteur néoconservateur améri-

L'Europe de la défense (2020)



cain Robert Kagan résumait ce malaise dans une formule devenue célèbre : « L'Amérique vient de Mars, l'Europe vient de Vénus³. » En d'autres termes, Washington considérait les Européens comme de dangereux naïfs, incapables de se battre pour leurs valeurs, à moins qu'ils n'aient pour stratégie délibérée de laisser ce travail à l'Amérique, et aux frais de celle-ci.

On espéra ensuite, en Europe, dissiper les tensions de la présidence de George W. Bush.

³ R. Kagan, *Of Paradise and Power : America and Europe in the New World Order*, Alfred A. Knopf, New York, 2003, paru en français sous le titre *La Puissance et la Faiblesse. Les États-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial* (Plon, Paris, 2003).

Mais Barack Obama (2008-2016) se révéla un interlocuteur distant, plus intéressé par le « pivot » stratégique vers l'Asie Pacifique que par la « vieille Europe ». L'élection de Donald Trump, en 2016⁴, porta la tension à son comble. Les déclarations du président américain, son refus de souscrire explicitement au principe de l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord⁵, ses

⁴ Qui inspira à l'ambassadeur français de l'époque à Washington, Gérard Araud, la formule « Un monde s'effondre », dans un tweet posté le soir de l'élection de Donald Trump.

⁵ Qui stipule qu'une « attaque armée contre [un ou plusieurs membres de l'OTAN] sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence [que chacune d'elles] assistera [...] les parties ainsi attaquées [...] y compris [par] l'emploi de la force armée ».

affinités avec des dirigeants autoritaires, en firent le meilleur agent de promotion d'un réveil stratégique européen. Même la prudente chancelière allemande Angela Merkel souligna que l'adoption de mesures permettant à l'Europe de se défendre seule était devenue urgente.

Les termes connus du débat

Que faire alors ? Relancer une énième fois le projet d'autonomie stratégique européenne ? Obtenir des États-Unis d'accorder davantage de responsabilités aux Européens au sein de l'OTAN, dans une vision différente de l'Alliance ? Admettre qu'après plusieurs décennies, et dans une Europe plus divisée que jamais, à l'heure où plusieurs gouvernements s'éloignent des valeurs des pères fondateurs, l'objectif d'une Europe puissance est caduc, ce qui impose de s'en remettre aux États-Unis, quelles que soient les conditions ?

La construction d'une Europe stratégique comme véritable acteur international s'appuyant sur une capacité de défense digne de ce nom est indispensable pour survivre dans une configuration redevenue dangereuse. Pour reprendre la formule de l'ancien ministre allemand des Affaires étrangères Sigmar Gabriel (2017-2018), dans un monde où règnent les carnivores géopolitiques, les Européens ne peuvent se permettre d'être les derniers des végétariens.

Les difficultés demeurent toutefois insurmontables. Les partenaires n'ont pas de vision commune de politique étrangère, ils ne sont pas tous prêts à dépenser pour leur outil de défense, le processus décisionnel collectif reste complexe, et l'Europe, en tant qu'addition d'États souverains, ne peut jouer dans la même catégorie que des puissances comme les États-Unis, la Russie ou la Chine, qui disposent d'un leadership national centralisé et efficient.

L'Europe, qui a suscité beaucoup d'attentes dans le monde, ne démerite pas : elle parvient à être influente dans certains domaines commerciaux ou normatifs⁶, elle a su éviter les conflits

entre ses États membres, elle prend en charge financièrement bien des processus de paix ou d'aide à des sociétés civiles dans le monde.

Elle a néanmoins raté presque tous les rendez-vous importants pour lesquels elle était attendue : la question israélo-palestinienne ou, plus largement, celle de la Méditerranée et du Proche-Orient, les crises à ses marches orientales – de la Yougoslavie à l'Ukraine en passant par la Géorgie ou le Haut-Karabakh –, les crises africaines... Dans tous ces dossiers, aujourd'hui, ni à Washington, ni à Pékin, ni à Moscou, ni à Ankara, ni ailleurs, on ne la tient pour une force dissuasive. Jamais à ce jour l'opinion publique internationale n'a pu dire : « heureusement, l'Union européenne était là ».

Resterait alors l'OTAN ? L'Alliance atlantique demeure le seul outil disponible, et d'ailleurs la seule alliance officielle toujours effective dans le monde. Grâce aux capacités militaires américaines, elle demeure un acteur majeur, et craint. Ses trente États membres (depuis 2020), qui comprennent de vieux pays occidentaux (États-Unis, France, Royaume-Uni, Allemagne...) comme d'anciens pays socialistes (Bulgarie, Roumanie, pays baltes...), des petits États (Monténégro, Macédoine du Nord...) comme des géants (Turquie), impressionnent sur le papier.

Mais l'OTAN, elle aussi, souffre de plusieurs maux. Une crise identitaire d'abord : inventée pour défendre l'Atlantique Nord, elle se retrouve dans un monde où les défis se situent autant en Baltique qu'en Afghanistan, en mer de Chine du Sud ou en Syrie. Une crise de cohésion ensuite, du fait de la dérive antidémocratique de plusieurs de ses membres, et d'une Turquie – deuxième armée de l'Organisation – en tension extrême avec la Grèce, Chypre ou la France, pourtant membres du même groupe⁷.

Depuis trente ans, les échecs américains successifs en Somalie, mais surtout en Afghanistan et en Irak, ont affaibli la crédibilité militaire du leader naturel. L'affirmation croissante de la Chine, le retour au premier plan de la Russie, et leur contestation des tentatives

⁶ Voir Anu Bradford, *The Brussels Effect: How the European Union Rules the World*, Oxford University Press, New York, 2020.

⁷ Ankara se rapproche également de Moscou pour les achats d'armements.



Rencontre entre la présidente de Taïwan Tsai Ing-wen et la commission spéciale du Parlement européen sur l'ingérence étrangère et la désinformation (INGE) dirigée par le Français Raphaël Glucksmann à Taipei en novembre 2021. Cette première visite officielle du Parlement européen à Taïwan survient dans un contexte de tensions entre l'Union européenne et la république populaire de Chine.

occidentales passées pour abattre des régimes politiques – Serbie, Irak, Libye, Syrie... – placent l'Alliance en position d'accusée. L'OTAN est désormais dépeinte dans plusieurs capitales non occidentales comme semeuse de troubles et de chaos, davantage que comme source de stabilité.

Finalement, les termes du débat « Union européenne-OTAN » qui prévalaient depuis les années 1950, sont-ils obsolètes ? Faut-il à la fois, comme l'a avancé le président français Emmanuel Macron, admettre que l'OTAN est en état de « mort cérébrale »⁸ et constater – comme le même président, cette fois, se refuse à le faire – que le projet d'une Europe géopolitique n'est plus à portée de main ?

Tourner une page ?

Après trop de tergiversations, l'Europe se trouve aujourd'hui face à plusieurs dangers. Le premier provient de sa double perte de crédibilité et de centralité stratégique aux yeux des États-

Unis, leurs protecteurs de longue date. Washington ne croit plus que l'Europe puisse être un partenaire fiable dans les crises internationales majeures.

Les difficultés de la plupart des Européens à atteindre les objectifs fixés par l'OTAN en matière de défense – soit 2 % du produit intérieur brut (PIB) consacré aux dépenses militaires – et le discours attentiste voire neutraliste de plusieurs États membres ont achevé de convaincre plusieurs administrations américaines que l'Europe n'était plus crédible. Pire, elle n'est plus un théâtre prioritaire non plus.

L'avenir du monde, pour les États-Unis, se joue en Asie Pacifique. Le président Joe Biden a accéléré cette focalisation dès les premiers mois de son mandat. Au Conseil de sécurité nationale (*National Security Council*) américain, les analystes responsables de l'Asie sont désormais bien plus nombreux que ceux qui se consacrent

⁸ E. Macron, « Interview », *The Economist*, 7 novembre 2019.

encore à l'Europe. La Chine a été désignée comme adversaire principal aux États-Unis, tandis qu'en Europe c'est la Russie qui inquiète.

Le risque est donc de voir Washington exiger de ses alliés une présence à ses côtés en Asie, par exemple dans l'éventualité d'une crise majeure entre Pékin et Taïwan, et se désengager du Vieux Continent si les alliés européens ne répondent pas présents. Laissant ainsi des pays d'Europe centrale et orientale seuls et vulnérables face aux initiatives russes de déstabilisation.

Par voie de conséquence, un autre danger se fait jour, qui verrait l'Amérique chercher ailleurs qu'en Europe les appuis nécessaires à ses grands défis du Pacifique. L'Inde, l'Australie, peut-être la Corée du Sud ou le Japon, même le Vietnam, pourraient faire montre d'une détermination que les Européens ont abandonnée.

L'annonce inattendue de la création de l'AUKUS, pacte militaire tripartite entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis, a montré à l'été 2021 comment l'Europe continentale pouvait sortir de l'Histoire. Dans une telle perspective, les États membres de l'Union seraient bien les derniers à se poser encore la question « défense européenne ou OTAN ? », dans un monde qui aura déjà tourné cette page.

Comment sortir de ces impasses ? Aucune voie n'est aisée. Une première option, classique, consisterait pour l'Europe à devenir la passerelle entre l'Occident et le reste du monde, pour rester dans le schéma atlantique tout en servant d'interface de dialogue avec la Russie ou la Chine, dans un refus très gaullien d'une « nouvelle guerre froide », pour reprendre l'expression consacrée depuis le début de la décennie 2020.

Mais comment jouer ce rôle lorsqu'aucune des capitales concernées, à commencer par Washington, n'accorde à l'Union européenne un poids stratégique suffisant ? La volonté européenne de bénéficier de la protection américaine, sans fâcher le Kremlin ni la Chine, a été maintes fois observée. C'est ainsi que l'Allemagne maintient son projet de gazoduc Nord Stream 2 avec la Russie, ou ses liens commerciaux avec Pékin. Mais cette piste se heurte à la dispersion des Vingt-Sept, dont certains sont

désormais soupçonnés de servir non plus de passerelle, mais de cheval de Troie, à l'une ou l'autre de ces puissances extérieures.

Deuxième option : s'inscrire plus définitivement, et sans états d'âme, dans une alliance mondiale des démocraties. Tel était probablement le sens des discours du président Nicolas Sarkozy (2007-2012) dans les années 2008 et suivantes, lorsqu'il affirmait vouloir replacer la France « au cœur de sa famille occidentale », et qu'il réintégra le pays dans le commandement intégré de l'OTAN. Le dilemme OTAN-Union européenne serait alors tranché en assumant mieux son appartenance à la première, de laquelle, aujourd'hui, même les pays neutres tels que la Suède ou la Finlande se rapprochent.

Mais les agendas atlantiques et européens divergent parfois : les États-Unis s'intéressent peu à la Méditerranée, cruciale pour beaucoup d'Européens ; tandis que l'idée d'une OTAN « gendarme mondial », dont la mission serait davantage d'intervenir loin que de protéger l'Europe, ne fait pas recette de ce côté-ci de l'Atlantique. Ce hiatus relance toujours et encore l'agacement américain. Si un courant trumpiste devait revenir au pouvoir à Washington, cette carte serait plus difficile à jouer encore.

Enfin, voie étroite mais la moins impraticable, une Europe réveillée dans une OTAN renouvelée peut être imaginée. Il conviendrait pour cela que les États-Unis entendent la volonté des Européens de l'Ouest de tempérer les schémas manichéens souvent privilégiés à Washington – guerre contre la terreur, endiguement de la Chine... –, et que les Européens de l'Ouest eux-mêmes acceptent un effort budgétaire de défense et entendent les craintes de leurs partenaires orientaux – Pologne, pays baltes... – sur la résurgence de la menace russe.

Surtout, il conviendrait que les Vingt-Sept admettent que les États-Unis ne peuvent plus se permettre de prendre en charge leur sécurité sans contrepartie. Sur ce discours, Donald Trump n'était pas un accident de l'Histoire : il disait sans diplomatie ce que Madeleine Albright, Condoleezza Rice ou Robert Gates avaient dit avant lui, dans leurs fonctions respectives de

secrétaire d'État ou de secrétaire à la Défense des États-Unis.



L'Europe ne peut plus naviguer à vue entre ses projets d'autonomie et la protection américaine, changeant d'orientation à chaque rebondissement de l'actualité. La France a souvent pratiqué elle-même ce « cabotage stratégique » : elle a voulu relancer l'Union de l'Europe occidentale (UEO) sous François Mitterrand lorsque l'OTAN se faisait trop exigeante ; Jacques Chirac a tenté de revenir dans le commandement intégré de l'OTAN en 1996 avant de remettre en selle l'Europe de la défense à Saint-Malo en 1998, à la suite du refus américain des propositions

françaises ; Nicolas Sarkozy a opéré en 2009 le retour otanien esquissé par Jacques Chirac treize ans plus tôt, avant de revenir du côté européen avec les accords franco-britanniques de Lancaster House en 2010...

Dépendante des États-Unis pour sa sécurité, mais capable de leur apporter une analyse plus sociologique et plus fine de l'international qui leur a souvent fait défaut, l'Europe peut se revaloriser aux yeux d'une Amérique qui n'a plus les moyens de rester seule face aux nouveaux défis. À condition toutefois d'assumer un véritable rôle stratégique, ce qui, pour beaucoup d'États membres de l'Union européenne, demande encore un long effort. ■

PRÉPAREZ LES PROCHAINS CONCOURS OU EXAMENS DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE !

**Ingénieur territorial
Spécialités I
Catégorie A**

Prix : 26 €

Réf : 9782111573468

**Spécialités II
Catégorie A**

Prix : 26 €

Réf : 9782111573475

Examen : juin 2022

Spécialité I : Ingénierie, gestion technique et architecture, infrastructures et réseaux, Urbanisme, aménagement et paysages.

Spécialité II : Prévention et gestion des risques, informatique et systèmes d'information



**Attaché de conservation
du patrimoine**

Concours : mai 2022

Catégorie A

Prix : 28 €

Réf : 9782111573444

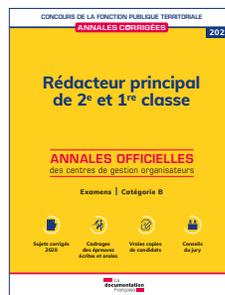
**Rédacteur principal
de 2^e et 1^{re} classe**

Examen : septembre 2022

Catégorie B

Prix : 22 €

Réf : 9782111573482



Disponibles en librairie et sur www.vie-publique.fr



**Découvrez toute la collection des Annales corrigées
Sur <https://www.vie-publique.fr/preparation-aux-concours>**